



Fenêtre sur le monde n°5



Lentement, à pas hésitants, le confinement s'étire vers sa fin dans plusieurs pays. Inquiétudes, mais aussi soulagement. Quand Aristote définissait l'être humain comme un « animal politique », il soulignait cette propension à vivre dans la cité (la polis) qui nous fait rencontrer nos semblables et interagir avec eux. Cette noble motivation n'est pas incluse dans les arguments si répandus sur la nécessité de « remettre l'économie en marche », comme si « l'économie » était une abstraction, comme si ce n'étaient pas les humains qui travaillent, pensent, produisent. Même pendant le confinement le plus strict, le cœur du monde du travail n'a pas cessé de battre. Les syndicats, et leurs alliés, sont des vigies : aucun dé-confinement sans protection et garanties de santé et de sécurité. Ferme et patiemment ils négocient, proposent, surveillent, dénoncent, aident et orientent. Des pierres angulaires sur lesquelles s'appuyer avec confiance. Car si le confinement a tant coûté et mis tant de personnes au bord de la famine, il nous a au moins appris à exercer davantage notre esprit critique, à faire le tri du sincère et du trompeur, du profiteur et du solidaire. Notre fenêtre s'ouvre aujourd'hui sur un monde d'incertitudes qui sont autant de défis. Sachons les relever !

Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)

Ce comité fonctionne dans le cadre de l'Internationale de l'éducation (IE) et réunit les syndicats de l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et supérieur.

Intitulé « l'activité syndicale en temps de pandémie », le bureau du CSFEF a publié le 16 avril un beau texte qui décrit la situation, fait état de l'engagement des enseignants par temps de pandémie (qui va bien au delà de leur simple « conscience professionnelle »), et réaffirme la nécessité d'un combat syndical ininterrompu pour faire entendre les revendications des collègues. L'enseignement à distance comporte un risque accru non seulement d'approfondissement des inégalités entre différentes catégories d'élèves et d'enseignants, mais aussi de privatisations car les « fournisseurs de contenus » éducatifs sont à l'affût et multiplient les « bonnes actions » afin de pallier l'incapacité des autorités à mettre en place les outils numériques nécessaires.

Quelques extraits de ce communiqué dense qui mérite lecture et attention :

« Il est de notre responsabilité d'enseignant de lutter contre les fausses nouvelles (*fake news*) qui se répandent si facilement sur les réseaux sociaux, véritables moteurs à rumeurs, qui accusent les uns ou les autres, prédisent le pire ou promeuvent de prétendus traitements miracles, montrent des images trompeuses. Conscients que le temps de la preuve scientifique est un temps nécessairement long, loin de l'emballage médiatique, nous devons convaincre nos élèves de ne se fier qu'à des données dûment attestées ».

« Même s'il est utile que les syndicats participent aux campagnes d'information sur la maladie et les soutiennent, des questions se posent quant aux politiques qui ont détruit certains services publics, délocalisé à outrance les lieux de production, laissant la plupart des pays incapables de réagir rapidement ».

Conclusion : « Au lendemain de cette crise, il sera nécessaire de répandre, par notre action citoyenne, enseignante et syndicaliste, un virus pacifique et bénéfique, la pensée d'une transition sociale et écologique, où la bonne santé des êtres humains irait de pair avec celle de la planète. »

<http://www.csfef.org/?actualites=lactivite-syndicale-temps-de-pandemie>



Appel pour l'accès universel aux médicaments et vaccins

Cela a commencé par l'Italie : l'appel est une initiative de l'*Istituto Mario Negri* de Milan et des Médecins sans frontières italiens. Mais il est de portée mondiale et s'appuie sur une procédure prévue par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : les gouvernements peuvent autoriser la production d'un médicament sans avoir à payer pour le brevet à la firme qui le détient. En période de crise sanitaire, une « licence obligatoire » peut être émise pour passer outre les règles commerciales. C'est le produit d'une longue bataille politique à l'OMC, commencée par les associations des malades du SIDA dans les années 2000. Déjà le Chili, Israël, l'Équateur et l'Allemagne ont fait adopter à leur parlement des mesures de ce type pour les médicaments et les tests diagnostiques. C'est une question de « volonté politique » comme le souligne le quotidien *Il Manifesto* du 22 avril qui relaie l'initiative.

Ce n'est pas un appel à « l'expropriation révolutionnaire », mais simplement un appel qui donne aux pays en voie de développement, mais aussi aux autres, le pouvoir de contourner la voracité des entreprises du médicament.

La pandémie actuelle est potentiellement génératrice d'énormes profits si le système des brevets reste intact : ceux qui les détiennent ont le monopole de la commercialisation des médicaments et, demain, des vaccins ; ils récolteront des profits colossaux sur le dos de la santé publique. En fin de compte, ce sont les citoyens, *via* leurs impôts, qui paieront deux fois. Les États déjà frappés par la crise économique se verront encore appauvris.

Conclusion : « l'intervention des gouvernements et des agences internationales est nécessaire pour élargir la production et garantir la distribution des médicaments là où ils servent, et non seulement pour celui qui offre plus ».

On pourrait élargir cet appel et penser encore une fois à la nécessité d'une part d'une maîtrise publique du médicament, d'autre part d'une large initiative pour ouvrir la science : les recherches menant à ces découvertes sont le fruit de coopérations scientifiques mondiales, menées pour la plupart dans des laboratoires publics ou financées par le public. Cela ne doit pas déboucher, une fois la crise passée, sur une nouvelle compétition mondiale ou à ériger des *paywalls* encore plus hauts que ceux d'aujourd'hui. La connaissance n'est pas une marchandise qu'on laisserait aux mains des capitalistes.

<https://ilmanifesto.it/brevetti-appello-per-laccessibilita-universale-ai-farmaci-e-ai-vaccini>

<https://ilmanifesto.it/farmaci-e-vaccino-contro-il-covid-19-per-tutti/>

Un appel analogue est sorti ces jours-ci, en français, anglais et grec. Des membres du SNTRS sont parmi les premiers signataires :

<http://medicament-bien-commun.org/manifeste>



Les femmes scientifiques défavorisées par le confinement

Une enquête de revues scientifiques anglophones dans plusieurs pays montre que les femmes soumettent moins de travaux par ce temps de « distanciation sociale ». La diminution est plus significative en cas de femmes seules autrices d'articles.

La responsable de rédaction du *British Journal for the Philosophy of Science* a même dit le mois dernier qu'elle « n'avait jamais vu une chose pareille » ! À la revue *Comparative Political Studies*, les soumissions ont augmenté de 25%, mais cela est exclusivement dû aux auteurs masculins.

Même à l'*American Journal of Political Science*, où 41% des 108 soumissions des 2 dernières semaines avaient un co-auteur féminin, les femmes ont soumis seulement 8 des 46 articles individuels.

Certes, plusieurs hommes participent (non seulement par temps de confinement) aux travaux domestiques et allègent la charge de leurs compagnes. Mais les femmes se retrouvent chargées d'un travail de soutien émotionnel et affectif au sein des familles, ce qui est aggravé par la pandémie. Sans oublier qu'avant elles étaient déjà défavorisées dans le monde académique concernant les promotions et les postes à haute valeur scientifique ou à responsabilités. « Les restrictions dues au COVID19 ont tout simplement exacerbé les inégalités de genre qui existaient déjà », soulignent plusieurs femmes, surtout les plus jeunes.

Une démographe italienne avec un fils de 2 ans témoigne de l'incompréhension de ses collègues internationaux, car elle n'est pas disponible à souhait pour des visioconférences à toute heure. Une professeure de psychologie à l'université *Rutgers* qui télétravaille à plein temps comme son mari, constate que cette disponibilité est considérée comme normale pour les hommes, donc pas étonnant qu'on la demande aussi aux femmes.

Une responsable éditoriale constate que dans les disciplines où l'entrée des femmes était plus lente, comme la philosophie, les mères sont défavorisées même si les enfants sont pris en charge aussi par les pères. Les femmes, constate-t-elle, ont également la charge d'autres personnes dans la famille ou la communauté, c'est pourquoi il est plus difficile pour elles de trouver le temps de s'isoler pour écrire. Certaines revues ont même pensé à suspendre les soumissions pendant la période de restrictions COVID19 pour ne pas renforcer les inégalités.

On attend des femmes scientifiques durant la pandémie de « prendre soin de la communauté académique », c'est-à-dire de s'assurer que leurs collègues ou étudiants vont bien et peuvent avancer et que les données et les recherches existantes sont préservées. Cela donne le temps aux hommes pour produire des travaux originaux, débarrassés des « tâches annexes ». Mais certaines femmes, ayant peur que cela soit préjudiciable pour leur évaluation et donc leur avancement, essaient de travailler deux fois plus, ce qui les fatigue davantage.

Un responsable des carrières académiques de l'université de Harvard trouve ces constatations « décourageantes » et appelle les sociétés savantes à défendre le rôle des femmes scientifiques durant la pandémie COVID19. Il voit très bien le risque : « sans plan d'harmonisation nationale, chaque commission ou revue va travailler dans son petit pré carré, agissant pour l'intérêt de son domaine restreint et non de la société, évaluant ce qui est quantifiable et non ce qui est équitable, éthique et humain ».

Ces belles paroles ne suffisent pas à donner aux femmes la place qu'elles risquent de perdre, après avoir fait tant d'efforts pour la conquérir. Le COVID19 ne doit pas faire d'elles des victimes collatérales.

https://www.insidehighered.com/news/2020/04/21/early-journal-submission-data-suggest-covid-19-tanking-womens-research-productivity?_ga=2.156583411.978552724.1587719702-1279557004.1585827632

Danemark

Quelles entreprises recevront l'aide publique ?

Le Danemark décide d'aider ses entreprises en étendant les mesures de soutien jusqu'au 8 juillet, un mois de plus que ce qui était prévu initialement. Il augmente la somme d'environ 100 milliards de couronnes (15 milliards de \$).

Mais cet argent ne sera pas un cadeau, car le plan d'aide, qui a obtenu l'accord de tous les partis au Parlement, pose des conditions : les entreprises qui versent des dividendes, rachètent leurs propres actions et sont domiciliées dans des paradis fiscaux ne recevront aucune aide.

Le Danemark va émettre des obligations pour financer les mesures d'aide. Il semblerait que c'est le premier pays à prendre une telle décision claire. Sur les réseaux sociaux, cela fait déjà rêver : et si d'autres pays suivaient cet exemple ? Et si la France le suivait ?

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-18/denmark-extends-business-aid-to-increase-spending-by-15-billion>



États-Unis - Honduras

Fermer les centres de rétention de migrants : une demande universelle, mais plus prégnante à la frontière du pays de Trump

Un Hondurien de 37 ans, qui veut demeurer anonyme, témoigne pour le site d'information GEN News: « je suis détenu dans un centre de détention à la frontière ; j'ai peur, ils nous laisseront mourir ».

Cet homme avait un magasin de réparation de téléphones portables à Tegucigalpa. Il a été obligé de l'abandonner et de fuir en 2016, poursuivi par les gangs qui rackettaient les commerces. Quand il ne pouvait plus payer, les gangs armés ont fait irruption dans sa maison ; heureusement, il venait de partir avec sa fiancée et un ami.

Au Mexique, il a été kidnappé par un autre groupe armé, qu'il soupçonne faire partie d'un cartel. La famille de sa fiancée paie une rançon et ils sont libérés après avoir été battus. Après avoir réussi à retrouver une activité professionnelle au Mexique, notre homme est à nouveau obligé de fuir à cause des menaces

d'hommes armés venus sur son lieu de travail. Il accourt à la frontière et demande l'asile. Il passe au tribunal le 26 août 2019. La Cour conclut qu'en effet il est menacé et ne peut retourner ni au Mexique, ni aux Honduras, c'est pourquoi il est placé à Otay Mesa. Curieuse façon de l'accueillir aux États-Unis.

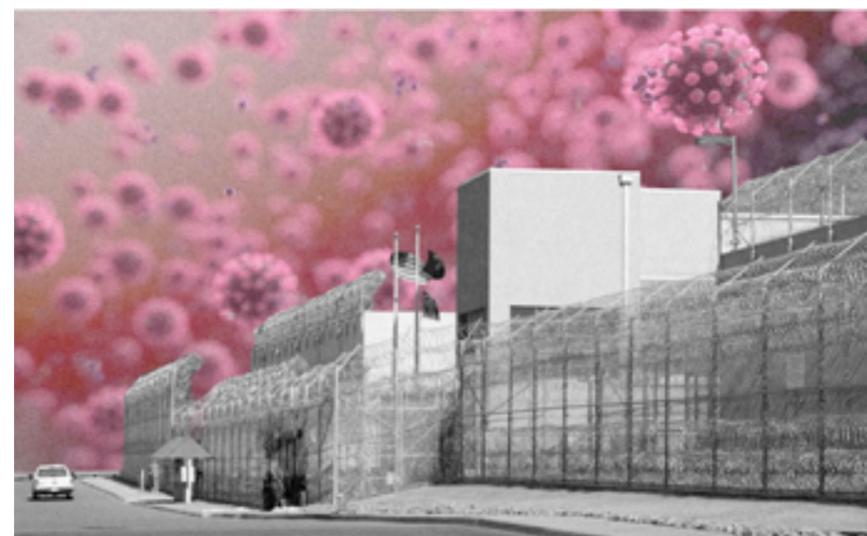
Ce centre d'Otay Mesa se trouve à San Diego (Californie). Le virus s'y est propagé très rapidement, Avec 80 personnes par bâtiment dans des chambres exiguës, c'était prévisible. On a dit aux résidents qu'ils étaient responsables de la propagation du virus, c'est pourquoi ils devaient tout nettoyer. Mais comment se protéger quand leurs gardiens ne respectent pas les consignes d'hygiène et peuvent transporter le virus de l'extérieur ? 20 détenus et 8 employés ont été infectés.

Les détenus se sont plaints, sans succès. Ils ont rédigé des notes en plusieurs langues, qu'ils ont placées sous les plateaux repas pour informer les résidents. « Nous avons la télé, nous regardons Telemundo et Univision, nous savons que des avocats et diverses organisations dénoncent ce qui se passe. On nous donne une barre de savon. Nous avons demandé des gants et des masques, ils ont dit qu'ils nous donneraient des masques si on signe un papier. Mais le papier était en anglais... ». Anglophones et non anglophones ont refusé de signer. Finalement, ils ont obtenu... un masque par personne. Ils ont donc commencé une grève de la faim.

« Nous demandons qu'on nous laisse partir d'ici. Nous ne sommes pas des criminels ».

À la frontière états-unienne ou grecque, les réfugiés sont des proies de choix pour le COVID19. Les avocats et les organisations de défense des droits humains tentent de les protéger. Mais les États les regardent et tergiversent. Ce témoin a raison : on les laisse mourir.

<https://gen.medium.com/im-being-held-at-a-border-detention-center-i-m-scared-they-ll-let-us-die-here-b9de03b8c120>



Grèce

À quoi bon rouvrir les établissements scolaires... en juin ?

Ioannis Christakis, philologue et professeur de lettres, écrit une lettre ouverte au gouvernement.

Il approuve la réouverture des classes de lycée qui correspondent aux terminales, dont les élèves doivent passer l'examen national d'entrée à l'enseignement supérieur (une sorte de concours en Grèce). Mais pour toutes les autres classes ?

Quelle est la considération du ministère envers « les collègues qui se sont saignés pour mener à bon terme la carriole de l'enseignement à distance » ?

Ouvrir en juin pour si peu de temps va les fatiguer davantage et les exposer au virus, car en Grèce un grand nombre d'enseignants ont des postes à cheval sur plusieurs établissements. Avec des enseignants épuisés ou malades, les examens nationaux des élèves de terminale ne pourront pas se tenir dans de bonnes conditions, car leur organisation demande du personnel et des moyens. Plusieurs enseignants ne seront pas du tout disponibles (les catégories « fragiles »), le travail va reposer sur les autres.

« Nous avons évité l'infarctus des hôpitaux pour cause de pandémie, mais nous risquons de le produire dans les établissements scolaires », alerte le collègue. Entraînez vos traducteurs automatiques :

https://www.alfavita.gr/ekpaideysi/319802_antilogos-sto-katholiko-anoigma-ton-sholeion

« Inutiles et contre-productifs » : 16 personnels de l'Office d'asile licenciés

En pleine pandémie, et en période critique pour les migrants et demandeurs d'asile en Grèce, le gouvernement jette dehors, le 22 avril, 16 employés de l'Office d'asile, comme par hasard ceux arrivés depuis 2014 sous contrat de droit privé dans ce service public, qui étaient les plus actifs syndicalement.

Les intéressés qualifient leur licenciement de « vengeance » et dénoncent l'attitude cavalière du ministère, qui n'a même pas discuté avec eux, mais a juste prétendu « des problèmes légaux » pour renouveler les contrats. Dans l'intention de diviser pour mieux régner, le ministère a renouvelé les contrats des autres personnels dont le statut légal était le même : « c'est pour prévenir la grève décidée pour le 23 avril », dit la présidente du syndicat des personnels d'asile. « Nous sommes jetés dehors car ils veulent en finir avec la partie la plus "ancienne", c'est-à-dire les personnels qui ont une expérience et sont la mémoire de l'institution ».

À un moment où le service doit examiner des dossiers en souffrance dont dépend l'avenir des milliers de gens, cette répression syndicale est absurde : les personnels jetés dehors ne vont surtout pas être remplacés, les dossiers ne seront pas examinés, et, compte tenu de la situation catastrophique des réfugiés et migrants en Grèce, il n'est pas loin le jour où cela va exploser. La présidente du syndicat avait déjà subi une « punition » en 2018, restée sans salaire pendant 6 mois...

Le ministère saisi depuis trois semaines tant par le syndicat concerné que par ΑΔΕΔΥ (la confédération des unions des syndicats des fonctionnaires, l'équivalent de l'UFSE), n'a pas daigné les rencontrer. Le ministre a seulement déclaré : « j'ai donné l'ordre de renouveler tous les contrats, sauf dans certains cas très rares où il existe des obstacles légaux. Cela a comme unique but le bon fonctionnement du service et le respect des procédures ».

Les employés de l'Office d'asile se sont mis en grève illimitée dès le 24 avril. Vos traducteurs automatiques en ligne auront raison de rougir d'indignation :

<https://left.gr/news/sto-para-5-parateinontai-mehri-3042021-oi-symvaseis-orismenoy-hronoy-stin-ypiresia-asyloy?fbclid=IwAR2jxAUovkG-khINUbhEs8uYJ5Lp2OCKaLF4GYjwglUDynNwnAhqAJTXys>



Italie

Rouvrira, rouvrira pas et dans quelles conditions ?

L'Italie a devancé la France dans les mesures de confinement, elle va maintenant la devancer dans celles de la reprise du travail, envisagé pour le lundi 4 mai. Mais la Confindustria, non contente des multiples dérogations déjà accordées régionalement pour garder ouvertes des entreprises dont le caractère « essentiel » ne l'est que pour les profits (« essentielle », la production d'armes ?), pousse pour que l'ouverture ait lieu le 27 avril. Les données sur lesquelles se base le gouvernement italien sont celles de Istat (l'INSEE italienne) et de l'Institut supérieur de la santé, « qui n'équivalent pas à dire "tout le monde est libre" » et autoriseraient seulement 2,7 millions de travailleurs à reprendre sur le plan national.

En réalité, ce sont 3,8 millions de personnes qui travaillent, si l'on inclut les télétravailleurs et les entreprises qui ont obtenu, localement, des dérogations préfectorales. Les restaurants et bars ne sont pas inclus, sauf pour la vente à emporter qui recommencerait le 18 mai. Des restrictions à la mobilité entre régions sont à prévoir, et le tourisme ne rouvrira pas de sitôt.

Le seul qui a demandé au gouvernement des clarifications sur les tests à appliquer (car le port du masque semble indiscutable pour sortir et aller, par exemple, voir des parents ou aller à sa maison de campagne si on en a une) est le secrétaire général de la CGIL, Maurizio Landini, qui demande aussi des clarifications sur les établissements scolaires, non prévus dans le plan de reprise.

Le ministère de la santé parle de « renforcer la santé territoriale » et de « faire marche arrière si la courbe est à nouveau en hausse » : la sécurité sanitaire sera mesurée régionalement selon les critères de « la situation épidémiologique, l'adéquation du système sanitaire local et la disponibilité des EPI ».

Outre le problème des transports, et les efforts pour mettre en place des modes de déplacement alternatifs comme les vélos électriques, la FIOM-CGIL s'inquiète des grandes usines qui ne sont accessibles que par des bus d'entreprise et où travaillent de très nombreuses personnes, comme les chantiers Fincantieri ou l'usine Sevel de véhicules professionnels légers qui doit ouvrir le 27.04 et dont les personnels viennent de toute la région des Abruzzes. La FIOM a demandé une intervention du premier ministre pour garantir la sécurité et l'application de l'accord signé avec le patronat. Michele De Palma, le secrétaire national, pense qu'il « est trompeur de dire que le 4 mai c'est la date de la réouverture, car entre-temps, plusieurs entreprises rouvrent » dans le silence général. Cela n'obéit pas à une logique sanitaire, mais à une logique marchande.

La Confindustria étant maintenant présidée par un « faucon » (cf. notre *Fenêtre* n°4), il faudra beaucoup de luttes syndicales pour que le gouvernement ne cède pas aux pressions.

<https://ilmanifesto.it/il-4-maggio-edilizia-e-manifattura-rischio-accelerazione/>

Protocole d'accord entre syndicats et patronat pour la reprise

Il a fait l'objet de négociations tendues de près de vingt heures qui ont abouti à intégrer les demandes des syndicats pour qui le mot d'ordre était « ouvrir, oui, mais en sécurité ». Le protocole se traduira en normes que le gouvernement imposera à tout le monde.

Le plus important, à part l'énumération des mesures de sécurité sanitaire concrètes et détaillées et de celles, exceptionnelles, imposées aux entreprises où des cas de COVID19 avaient été détectés, est la règle ferme et valable pour tous : « suspension immédiate des activités si l'employeur n'applique pas les mesures, et interdiction de reprendre avant de les appliquer ». C'est ce que demandaient les syndicats. Le contrôle du respect des règles se fait par les comités d'entreprises et les comités territoriaux ; un rôle primordial est donné à la médecine du travail.

La logistique, où l'on a recensé un très grand nombre de malades mais où les véritables employeurs déplacent la responsabilité à la nébuleuse des sous-traitants, les deux niveaux sont responsables et doivent avertir en cas de suspicion de maladie pour tester les travailleurs et identifier leurs contacts à tester aussi. Maurizio Landini de la CGIL trouve que l'accord est positif et qu'il préserve la santé et la sécurité des travailleurs et des citoyens. Son appréciation positive se renforce par le fait que mesures, surveillance et sanctions seront les mêmes sur tout le territoire, évitant la cacophonie du début de la pandémie, qui a été fatale pour le pays.

Le 11 mai, il paraît que les salons de coiffure vont aussi rouvrir (cette nouvelle est très attendue, non seulement en Italie !), mais la règle sera un employé-un client, et stérilisation des outils après chaque passage.

<https://ilmanifesto.it/riaprire-ma-solo-in-sicurezza/>

Les concours de recrutement des enseignants et ceux de titularisation des précaires doivent être adaptés à la situation

Les syndicats de l'éducation unis, dont notre partenaire à l'IE, la FLC-CGIL, ont présenté leurs propositions au ministère, qui ne semble pas prendre la mesure de la situation et maintient l'idée des concours selon la procédure ordinaire, non aménagée suivant les propositions syndicales.

La décision doit être de recruter sur titres et d'organiser une épreuve orale sanctionnant les compétences professionnelles : l'idée syndicale est de stabiliser les précaires, même si tous ne remplissent pas les conditions des 36 mois de service spécifique défini par la loi. Il faut de la stabilité dans cette période d'instabilité, et l'idée de maintenir toutes les épreuves des concours, sous prétexte de recruter au 1^{er} septembre, est rejetée par les syndicats.

Recruter au 1^{er} septembre oui, mais tenir compte des circonstances exceptionnelles. Et du dévouement des enseignants, pas tous titulaires, à tous les niveaux, qui ont maintenu les cours à distance, avec toutes les difficultés inhérentes à ce mode d'enseignement.

La « réussite » de cet enseignement n'existe que « dans les interviews de la ministre de l'éducation », selon *Il Manifesto* du 23 avril. Les enseignants disent que « l'école à distance n'est pas l'école », même s'ils maintiennent leur engagement. Ce serait le minimum que le ministère le reconnaisse et écoute les syndicats sur les concours.

Extrait de la déclaration intersyndicale :

« Seulement [avec des épreuves aménagées] on peut supposer que les enseignants seront embauchés effectivement à partir du 1^{er} septembre, ce qui offrira aux personnels intéressés et aux établissements scolaires des conditions de stabilité de travail, évitant une plus grande expansion d'un précaire déjà aujourd'hui excessivement répandu ».

Dernière minute :

Les établissements scolaires et universitaires ne rouvriront pas avant septembre. C'était la demande syndicale. Un « appel pour l'école » de nombreux enseignants se joint aux revendications syndicales à investir dans l'éducation, réhabiliter l'enseignement présentiel, seul à même à pallier les inégalités, et prendre toutes les décisions éducatives collégialement. Par contre, si rien n'est prévu pour les enfants (surtout ceux en bas âge), ce sera la quadrature du cercle pour les parents qui retourneront au travail, et même pour ceux en télétravail continu. Les enfants en bas âge développent de l'anxiété, régressent ou, pire, sont traumatisés.

Rendez-vous à notre prochain numéro pour plus de détails.

<http://www.flcgil.it/scuola/precari/scuola-esito-negativo-confronto-bandi-concorsi-ordinari-e-straordinari.flc>
<https://ilmanifesto.it/maturita-si-torna-in-classe-ma-solo-per-la-prova-orale/>

Les Partisans présents le 25 avril

Les Italiens confinés ont fêté dignement cette journée qui signifie pour eux une renaissance : lutter contre le fascisme et le nazisme, mais aussi fonder une Constitution et un État démocratique. C'étaient les idéaux des Partisans que l'ANPI (*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*) et les organisations et syndicats qui s'y sont associés ont remis à l'ordre du jour avec l'appel à « redevenir Partisans » par temps pandémique (cf. notre Lettre n°3).

Pour la première fois depuis la Libération, cette célébration se passe sans manifestations publiques, chacun chez soi. Mais cette situation imprévue et imprévisible est l'occasion d'inventivité : « un 25 avril "viral" », écrit Gilda Maussier dans *Il Manifesto*, jouant sur le double sens de l'adjectif. Et de recenser les initiatives qui se multiplient dans tout le pays, organisées ou soutenues par des associations ou collectivités locales, ou simplement idées de simples citoyens postées en ligne.

Le Président de la République, Sergio Mattarella, seul et masqué, descend les marches du palais présidentiel et dépose une gerbe à l'Autel de la patrie, rendant hommage au peuple qui a forgé lui-même son propre salut, se débarrassant des « décombres moraux et matériels du régime fasciste ». Carla Nespolo, la présidente de l'ANPI, s'est rendue aussi, masquée, au *Campo di gloria* à Alessandria, dont le maire (Ligue) avait pourtant voulu empêcher la commémoration du 25 avril de Résistance, en essayant de le remplacer par une soi-disant « commémoration des victimes du COVID19 ». Le gouvernement a heureusement rectifié le tir avec une circulaire officielle.

<https://ilmanifesto.it/il-presidente-ce-il-gesto-di-mattarella-nella-citta-deserta/>



Dans un très bel article de mémoire et de combat intitulé « actualité de cet assaut du ciel », Luciana Castellina (ancienne eurodéputée italienne), fait le parallèle entre la construction du monde d'après-COVID10 et les Partisans.

Quelle était la motivation de cette poignée de personnes qui se sont lancées à l'aventure ? La plupart n'avaient connu que le fascisme, et pourtant, ils ont imaginé qu'un autre régime, qu'une autre Constitution et qu'une autre Italie étaient possibles et se sont lancés dans l'inconnu : « il ne s'agissait pas que de "résister", mais de l'ambition inconsidérée de donner vie à quelque chose qu'on ne savait pas comment il pourrait être ». Une « offensive hasardeuse », mais qui a mis en place la « société des Partisans » ; c'est cette société qu'il faut faire revivre dans le monde d'aujourd'hui.

« Nous devons devenir tous des Partisans » : Castellina met l'accent sur l'audace dont il faut faire preuve aujourd'hui pour imposer le changement de système et contrer ceux qui veulent que rien ne change. « Nous ne pouvons rester sains dans un monde malade », comme l'a dit le pape François.

Devenir tous des Partisans, ou au moins apprendre à le devenir : Luciana Castellina ne propose pas de solutions clés en main, et à vrai dire pas de liste de mesures ou revendications. Mais avec son lyrisme communicatif et sa combativité, elle pousse à se hisser « à l'assaut du ciel », qui n'est pas une abstraction lointaine, mais une vie concrète dans la société des Partisans de tous les pays.

<https://ilmanifesto.it/attualita-di-quellassalto-al-cielo/>

Italie-Palestine

Une série d'associations italiennes et italo-palestiniennes ont initié un événement virtuel « pour la libération de tous les peuples de l'oppression, de la pauvreté et de la guerre » le 25 avril. Le slogan central de cette journée est « résister c'est exister », selon Luisa Morgantini, représentante d'*Assopace Palestina*.

La manifestation se passe à la même heure, 16h (heure italienne) et 15h (heure palestinienne) : elle consiste à accrocher à la fenêtre ou au balcon les deux drapeaux, italien et palestinien, à en prendre la photo pour la poster sur les réseaux sociaux et à entonner *Bella Ciao* en Italie, *Unadikom* en Palestine, ou d'autres chansons populaires de libération. « Pour venir à bout du coronavirus, de l'occupation et de la colonisation en Palestine », les « nouveaux Partisans » Italiens et les Communautés palestiniennes en Italie s'engagent.

Voilà une façon originale pour étendre la solidarité internationale. Elle non plus ne se confine pas !

<https://ilmanifesto.it/25-aprile-italia-e-palestina-unite-per-la-liberazione/>



Japon

Dieu Janus sur l'île de Hokkaido

Ouvrons-les et puis refermons-les, et tant pis pour les élèves, les enseignants, les familles : telle semble être la stratégie du premier ministre japonais, le très libéral Shinzo Abe. En février, il s'est limité à des « recommandations » et au traçage des personnes suspectées ou infectées par le COVID19. Mais il n'a pas suffi de dire aux Japonais de renoncer aux festivités d'*ohanami*, qui les conduisent en cette saison dans les parcs pour admirer les cerisiers en fleurs, ces arbres célèbres du Japon dont l'image est connue dans le monde entier.

L'état d'urgence a été décrété, mais non généralisé, comme nous l'apprend l'article de Pierre Barbancey dans *l'Humanité* du jeudi 23 avril : limité aux grandes agglomérations comme Tokyo ou Osaka, il a été étendu le 16 avril à tout le pays, mais sans obligation de respecter les consignes centrales. Les magasins sont restés ouverts, mais les travailleurs incités à télétravailler, ce qui a été critiqué comme une absurdité par des médecins.

Les établissements scolaires ont été fermés le 2 mars. L'épidémie a durement frappé le pays, après la Chine et l'Inde, mais pas autant que les États-Unis et certains pays européens.

Malgré les alertes, les écoles ont rouvert le 6 avril, avec l'obligation d'aérer les salles, de porter un masque (mais on ne sait pas si tous les élèves et enseignants et autres personnels le portaient) et de prendre la température. Tous les établissements n'ont pas rouvert : 6% dans les régions les plus touchées, 55% dans les autres. Mais la nouvelle fermeture n'a pas tardé, preuve de la précipitation gouvernementale : sur l'île d'Hokkaido, les écoles ont été fermées 3 semaines, elles ont rouvert ensuite, et... refermé 15 jours plus tard.

Connaissez-vous le dieu romain Janus qui a donné son nom au mois de janvier, ce dieu des portes et des passages, ce dieu à deux visages, au temple dont les portes étaient ouvertes en période de guerre et fermées en période de paix ? C'est à cela que fait penser ce jeu de fermer, ouvrir et refermer les établissements. Or les élèves, les personnels et les familles ne sont pas des Janus alignés devant des portes. Ce sont des êtres humains qui ont une vie, des obligations, voire des difficultés en ce temps de crise, et ne peuvent pas être suspendus à des décisions prises à la hâte sans réflexion sérieuse.



On connaît la manie des Japonais à travailler, ce qui conduit à des dérives : épuisement, voire suicide parfois, sans parler de l'alcoolisme et autres addictions pour faire face à la fatigue et des conséquences sur la vie personnelle et familiale. On imagine qu'un gouvernement néolibéral comme celui d'Abe ne jure que par la « puissance économique » du Japon, sans souci pour la population.

Si les cerisiers refleuriront l'an prochain, quelle sera la situation des Japonais qui auront le privilège de pouvoir les admirer ?

<https://www.humanite.fr/japon-les-ecoles-touchees-par-les-tergiversations-dabe-688206>



Liban

Les protestations populaires reprennent : « le Liban est une poudrière »

La crise du COVID19 nous ferait presque oublier la contestation sociale de grande ampleur qui a eu lieu dans ce pays depuis octobre 2019, contre une classe politique héritée de l'après-guerre civile, confessionnaliste, corrompue et affairiste. Elles étaient encore actives après la démission du premier ministre Hariri et la nomination d'un gouvernement de transition, toujours incapable à faire face à la colère populaire. Le COVID19 est venu aussi au Liban, qui a fermé les écoles et les commerces le 11 mars, et l'aéroport le 19 mars. Le 9 mars, le Liban s'est déclaré officiellement « pays insolvable ». Le 27 mars, en plus du confinement, un couvre-feu a été déclaré dans le pays de 19h à 5h du matin. Pour le faire respecter, l'armée s'est déployée. Mais les citoyens ont recommencé à manifester et... à se faire arrêter pour non-respect du confinement.



Que demandent-ils ? Selon le quotidien libanais *L'Orient le Jour* du 23.04.2020, « Les protestataires ont repris les slogans de la contestation née le 17 octobre dernier, à savoir la restitution des fonds volés et la reddition des comptes, faisant porter au pouvoir et au gouvernement la responsabilité de l'effondrement. «La pauvreté frappe à nos portes», «la faim menace nos enfants», ont déclaré des manifestants, assurant qu'ils continueraient à se mobiliser jusqu'à ce que leurs revendications soient entendues ».

Personne ne fait confiance aux données officielles de contagion (677 cas) et de décès (21). De plus, comme le Liban a de nombreuses relations avec l'Iran, on soupçonne le pire. S'ajoute à cela la situation tragique des camps de réfugiés palestiniens où vivent près de 300.000 personnes.

La santé au Liban est presque entièrement privatisée, suite aux politiques affairistes de la « reconstruction » du pays après la guerre civile. Le seul hôpital public qui existe ne peut faire face aux besoins.

Le confinement n'est pas respecté : les gens continuent de circuler plus ou moins librement, tant en centre-ville que dans les quartiers populaires périphériques, sans se faire contrôler. Mais dès qu'une manifestation pointe son nez, la police se rappelle son rôle de « maintien de l'ordre » et procède à des arrestations, comme si les manifestants étaient plus « contagieux » que toutes les autres personnes qui circulent...

La FINUL, la Force intérimaire des Nations-Unis pour le Liban, dénonce les provocations israéliennes continues à la frontière.

Et les Libanais, qui continuent de protester par temps de pandémie, pensent que, faute d'aides gouvernementales qui tardent à arriver, ils mourront de faim plutôt que du COVID19.

<https://www.lorientlejour.com/article/1215394/des-convois-de-contestataires-a-travers-le-pays-pour-le-deuxieme-jour-consecutif.html>

<https://ilmanifesto.it/sanita-privata-proteste-represse-e-crisi-il-libano-e-una-polveriera/>

Québec

« L'importance du financement des universités et de la recherche, malgré le COVID19 »

La FQPPU (Fédération québécoise de professeurs et professeurs d'université), notre syndicat partenaire à l'IE, donne ce titre à la lettre qu'elle adresse au ministre de l'éducation et de l'ESR le 15 avril. La lettre expose les trois raisons pour lesquelles il faut un financement public pérenne de l'ESR « prospective-

ment », après la crise, dans un contexte où la pandémie aura des conséquences lourdes sur l'économie à court et long terme. La lettre a donc pour objectif d'éviter le prétexte « on a d'autres priorités », car l'ESR doit absolument faire partie des « priorités ».

Les trois points cruciaux :

1. Les universitaires font partie de la solution de relance de la société et de l'économie.

« Des investissements importants et récurrents dans les programmes de recherche fondamentale sont absolument nécessaires. Il est tout aussi important de soutenir financièrement les programmes de recherche appliquée consacrés par exemple à l'éducation, à la santé, à l'environnement, aux enjeux sociaux et économiques, etc. D'importantes et nombreuses réalisations du Québec moderne sont le fruit de la recherche ».

Pour mener à bien la formation des jeunes, le financement public récurrent est indispensable « dans toutes les régions du Québec ».



2. Un système scientifique fort permet de prévenir les crises ou d'y faire face de façon plus efficace.

Les données scientifiques fiables et l'expertise de qualité ont été primordiales pour affronter le COVID19. Mais la recherche apporte sa contribution dans bien des domaines, souvent non visibles et pourtant essentiels pour analyser la pandémie sur le long terme. « La connaissance protège. La connaissance libère. Ne l'oublions pas ».

La FQPPU appelle à renforcer les investissements publics dans le Fonds de recherche du Québec.

3. Une société instruite est mieux à même de faire face aux crises.

La formation universitaire « devient un atout qui va au-delà du domaine d'études, elle permet de s'adapter aux transformations économiques et sociales, et même de créer de nouvelles pratiques ».

La FQPPU souligne l'avantage du Québec, avec son système ESR public, une « force collective [qui] devrait se trouver au cœur de notre réflexion politique pour l'avenir », c'est pourquoi le gouvernement doit en faire une de ses priorités de financement « dans toutes les disciplines ».

Nos collègues comparent ce système public avec le privé, car dans plusieurs pays où l'ESR est en grande partie privatisé, les institutions ne survivront pas aux difficultés financières dues à la crise qui se profile. Ces entreprises peuvent faire faillite et licencier leur personnel. Un argument supplémentaire pour soutenir l'ESR public en augmentant son budget. Elle ne fait pas faillite et ne licencie pas !

<https://fqppu.org/limportance-du-financement-des-universites-et-de-la-recherche-malgre-la-crise-covid-19/>

Sénégal

Soutien à un universitaire courageux

Le SUDES (Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal), notre partenaire à l'IE et à la FMST (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques), par la voix de sa section ESR et particulièrement de son secrétaire général, notre camarade de l'UCAD (Université Cheikh Anta Diop de Dakar) Oumar Dia, exprime son total soutien au professeur Moussa Seydi, victime d'attaques de la part

du ministère de la santé et de l'action sociale pour avoir simplement dit la vérité au sujet de la salle de réanimation de l'hôpital de Ziguinchor qui n'est pas construite selon les normes.

Le directeur de cabinet du ministre, le Dr Aloyse Waly Diouf, a fustigé la déclaration du professeur Moussa Seydi, car « il faut laver son linge sale en famille », sous-entendu ne pas dénoncer publiquement les problèmes constatés. Or, comme le souligne le SUDES, un universitaire médecin hospitalier « ne reçoit pas d'ordres du ministère et n'est pas soumis à une quelconque obligation de réserve ». La seule autorité à laquelle un universitaire a des comptes à rendre est le recteur de son université.

Moussa Seydi est titulaire de la chaire des maladies infectieuses et à ce titre chef du service de l'hôpital. Il a obtenu ce poste pour ses compétences scientifiques : le remettre en question équivaut à une ingérence de l'administration ministérielle dans les choix de l'université. Le SUDES pense que Moussa Seydi est redevable seulement « envers la vérité de la science ». L'attaque dont il a été victime au plus haut niveau est une remise en cause des libertés académiques.

« Si le secrétaire général du ministère éprouve, malgré la crise, le besoin de discipliner ses subordonnés, nous lui suggérons de mener l'enquête pour savoir comment la situation constatée par le professeur Seydi a pu se produire dans une structure dépendant du ministère », tance le SUDES, qui en appelle au Président de la République pour défendre non pas un universitaire, mais l'université sénégalaise en général et les libertés académiques.

« Les universitaires de ce pays font plus que leur part pour lutter contre la maladie », il est donc inadmissible d'être critiqués ainsi au lieu d'être reconnus.

La tension entre les gestionnaires et les scientifiques n'a pas attendu la pandémie COVID19. Mais la pandémie a éclairé la valeur des scientifiques, que tout le monde reconnaît au moins en paroles. Forts de cette reconnaissance, ils ne toléreront plus des intrusions intempestives dans leur travail quand celui-ci ne plaît pas aux politiques dont il souligne les manquements.

https://www.seneweb.com/news/Sante/quot-attaque-quot-contre-le-pr-seydi-le- n_316086.html?fbclid=IwAR1zSNkjPkpy-8VAbJVRyCOc02S7qtZGnXzPbubUVeethuYIG-mxuWiKnoc

